

Les Nations-Unies ne doivent pas céder aux pressions israéliennes pour enterrer la base de données de ceux qui profitent des colonies

Adri Nieuwhof – The Electronic Intifada – 29 novembre 2017



Des camions Volvo utilisés par Elidori Green, une entreprise israélienne qui exploite un dépôt en Cisjordanie occupée au service des colonies construites sur la terre palestinienne en violation du droit international (via Facebook).

Les responsables israéliens feraient tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher la publication d'une base de données des

Nations-Unies, sur les entreprises faisant des affaires dans les colonies de peuplement d'Israël sur la terre palestinienne occupée.

Ce que craint Israël, c'est que la liste ait un impact économique important qui inciterait les entreprises à s'en retirer, dissuaderait les autres de faire des affaires avec cet état et encouragerait les investisseurs à se débarrasser de leurs actions.

Une centaine d'entreprises locales opérant en Cisjordanie notamment à Jérusalem-Est, et une cinquantaine d'autres entreprises internationales – parmi lesquelles des marques comme Coca-Cola, Motorola et HP – [ont reçu des lettres des Nations-Unies les avertissant](#) qu'elles pourraient être citées dans la base de données.

La poussée diplomatique des États-Unis et d'Israël pour arrêter la publication de la liste pourrait bien réussir. Le Haut-Commissaire des Nations-Unies aux droits de l'homme, le bureau qui est chargé de dresser la liste, en aurait repoussé la publication de décembre au début de l'année prochaine.

L'organisation Human Right Watch paraît suffisamment inquiète pour rappeler, mardi, [la nécessité](#) de rendre publique cette base de données.

“Settlement businesses unavoidably contribute to Israeli policies that dispossess and harshly discriminate against Palestinians, while profiting from Israel’s theft of Palestinian land and other resources,” Whitson said. “The database will build pressure on businesses to cease carrying out these activities and comply with their human rights responsibilities.”



Omar Shakir ✓
@OmarSShakir



Settlements are war crimes. Doing business with them amounts to complicity in them. @UNHumanRights database of settlement businesses urgently needed to build pressure on companies to cease these activities. @hrw's latest, out today:
hrw.org/news/2017/11/2...

9:57 AM - Nov 28, 2017



13



121



139

« Le mépris éhonté d’Israël de la résolution de 2016 du Conseil de sécurité, adoptée sans opposition et réaffirmant l’illégalité des colonies de peuplement, rend d’autant plus urgent pour les sociétés d’éviter l’imbroglio dans les violations des droits inhérents à l’activité de colonisation » a déclaré Sarah Leah Whitson, directrice de la division Moyen-Orient de l’organisation. « La base de données peut contribuer à établir une liste faisant autorité des sociétés actuellement engagées dans une telle activité ».

[Les banques israéliennes](#) apparaîtront sans aucun doute dans cette base de données, car elles sont essentielles [au financement des colonies d’Israël](#).

Les décharges publiques des colonies de peuplement

Les entreprises internationales jouent aussi un rôle clé dans le soutien des entreprises israéliennes qui servent les

colonies de peuplement. La société de traitement des déchets Elidori Green illustre bien cette dépendance.

L'entreprise [exploite une décharge publique](#) à proximité du village palestinien de [Kisan](#), au sud-est de Bethléem, pour éliminer les déchets de construction venant de Jérusalem et des colonies illégales du bloc Gush Etzion, dont Efrat et Beitar Illit.

Au cours des dernières années, Kisan a vu d'importantes bandes de [la terre de ses villageois confisquées](#) par Israël pour construire la colonie voisine de Maaleh Amos, qui fait partie du bloc Gush Etzion, et pour les installations militaires israéliennes.

Selon un document [publié sur la page Facebook d'Elidori Green en 2015](#), la municipalité israélienne de Jérusalem a autorisé l'entreprise à déverser chaque jour jusqu'à 2000 tonnes de déchets sur le site de Gush Etzion.

Plus tôt ce mois-ci, Dror Etkes, qui a longtemps [surveillé l'activité des colonies de peuplement](#), a diffusé sur Twitter des images du site de la décharge d'Elidori Green près de de Kisan.



Dror Etkes
@dror_etkes



One of Israel's main
exports to the West Bank.

8:05 AM - Nov 14, 2017



[Selon Etkes](#), l'une des photos montre un jeune Palestinien, peut-être un enfant, en train de travailler sur la décharge.

[Elidori Green se vante sur son site](#) d'être en mesure de transformer les déchets de construction en matériaux de construction utiles, à l'aide de machines « perfectionnées » fabriquées par la société canadienne [McCloskey International](#).

Les photos publiées sur la page Facebook d'Elidori Green montrent que l'entreprise [utilise aussi des camions fabriqués par Volvo en Suède](#) pour transporter les matériaux vers et hors de la Cisjordanie occupée.

Les entreprises doivent respecter les droits de l'homme

Il existe [un consensus international croissant](#) sur le fait que les entreprises multinationales ne sont pas exemptées de la responsabilité de respecter les droits de l'homme et le droit

international, là où elles font des affaires.

Dans [un arrêt décisif de 2004](#), sur le mur d'Israël en Cisjordanie, [la Cour internationale de justice](#) de La Haye a réaffirmé l'illégalité de la construction des colonies de peuplement par Israël, ce qui inclue la création de sites industriels dans ces colonies.

En 2013, [une mission d'enquête des Nations-Unies](#) sur les colonies de peuplement israéliennes a exhorté les entreprises privées à veiller à ce que leurs activités n'aient pas d'impact négatif sur les droits de l'homme du peuple palestinien, même si cela implique de mettre totalement fin à leurs activités commerciales.

Plus récemment, [des experts juridiques internationaux ont conclu](#) que le commerce avec les colonies est lui-même illégal et qu'il doit être interdit par les gouvernements.

[Human Rights Watch](#) et [Amnesty International](#) ont également appelé à la fin des activités commerciales dans ou avec les colonies de peuplement d'Israël.

Des pressions israéliennes

Par définition, les entreprises qui seront incluses dans [la base de données des Nations-Unies](#) feront preuve d'un mépris total pour les droits des Palestiniens.

Il y a une génération de cela, de semblables bases de données des Nations-Unies se sont avérées être des outils efficaces pour les militants qui soutenaient la lutte contre l'apartheid sud-africain.

C'est pourquoi Israël cherche désespérément à empêcher la publication des noms de ceux qui profitent des colonies.

« Nous ferons tout notre possible pour que cette liste ne voit

pas le jour » a déclaré l'ambassadeur d'Israël aux Nations-Unies, Danny Danon, à l'Associated Press.

En mars, une pression similaire [a réussi](#) à intimider le secrétaire général des Nations-Unies, Antonio Guterres, pour supprimer [un rapport déterminant des Nations-Unies](#) sur la façon dont Israël pratique l'apartheid contre le peuple palestinien.

Aujourd'hui, les pressions d'Israël sur les Nations-Unies et le harcèlement sur les militants du BDS – boycott, désinvestissement et sanctions – visent à contrecarrer les efforts de responsabilisations des entreprises complices – et finalement, Israël lui-même.

Le Haut-Commissaire des Nations-Unies aux droits de l'homme, [Zeid Ra'ad Al Hussein](#), ne doit pas céder, et il doit veiller à ce que la base de données soit publiée.

Source : [The Electronic Intifada](#)

Traduction : JPP pour l'Agence Média Palestine